



La Commune



L'apartheid sioniste appliqué à la justice

L'intifada dite des couteaux a coûté la vie à 200 Palestiniens. Le 24 mars 2016, l'un d'eux a été achevé à terre par un soldat franco-israélien. En janvier 2017, la justice a condamné ce dernier à une peine ridicule, ouvrant ainsi la porte à d'autres exécutions sommaires. En février 2017, un militant palestinien qui a déjà passé 36 ans en prison, a été condamné à la détention à vie plus dix-huit ans. Les grandes « démocraties » restent, elles, silencieuses.



Le jeudi 24 mars 2016, deux résistants palestiniens attaquent des soldats israéliens à Hébron en Cisjordanie occupée. Résultat de cette attaque aux couteaux contre armes lourdes : l'un des deux Palestiniens est tué et l'autre, blessé, tombe à terre. Ce dernier est alors hors d'état de nuire. Néanmoins, le sergent Elor Azaria, franco-israélien, charge son arme et abat froidement Abdel Fattah Al-Sharif, 21 ans, d'une balle dans la tête. Le tout en présence de complices armés et indifférents.

Une scène abjecte pour les uns, banale pour les autres

La scène aurait pu être oubliée, mais un habitant filme tout le déroulement de l'assassinat. Non seulement l'assassinat lâche de Abdel est en lui-même abject, mais ce qui se déroule autour du lieu de l'exécution renforce ce dégoût. La vidéo montre d'abord Abdel blessé et gisant au sol, alors que des dizaines de soldats et de colons se tiennent près de lui en train de bavarder entre eux et de prendre des photos. Les médecins sont sur les lieux et ne tiennent pas compte du blessé palestinien. Aucun des Israéliens présents ne semble surpris, ils continuent leurs discussions comme si de rien n'était.

18 mois de prison pour avoir abattu un Palestinien blessé et gisant au sol

L'armée sioniste, dans un premier temps, annonce dans un rapport laconique la mort de deux Palestiniens abattus après avoir grièvement blessé un soldat de Tsahal. Mais la vidéo relatant le crime est déjà sur les réseaux sociaux, elle est entre les mains du mouvement israélien de défense des droits de l'homme : B'tselem. L'armée est obligée d'annoncer le placement en détention de l'assassin et l'ouverture d'une enquête. Le verdict est rendu le mercredi 4 janvier 2017. L'assassin, Elor Azaria, est condamné à 18 mois de prison, dont il fait appel. Selon un sondage, 69 % de l'opinion publique israélienne est pour l'octroi de la

grâce et 56 % trouve sa peine trop sévère. La classe politique est du même avis et en premier lieu, le criminel de guerre, Benyamin Nétanyahou, ainsi que nombre de ministres de ce gouvernement. Face à la réaction du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, dénonçant une caricature de procès, Avigdor Liebermann (ministre israélien de la Défense) répond : « *une balle tirée par Azaria sur un terroriste est plus grave que les millions de balles tirées en Syrie... le Haut-Commissariat aux droits de l'homme n'est en fait que le Haut-Commissariat pour la haine d'Israël .* »

La perpétuité +18 ans de prison pour avoir résisté en arme à la colonisation illégale

Juin 2014 : Nael Barghouti, libéré en 2011 dans le cadre d'échange de prisonniers après avoir passé 36 ans de sa vie en prison, est ré-arrêté par les forces d'occupation en même temps que des dizaines d'anciens prisonniers libérés en application de l'ordre d'échange. Tsahal agit sur l'ordre 1651 permettant d'arrêter n'importe quel Palestinien sur « preuves secrètes » détenues par une commission militaire. Soixante des prisonniers ont vu leur peine initiale rétablie. Barghouti est lui condamné à 30 mois de prison. Le 17 décembre 2016, la peine est arrivée à expiration mais la liberté lui a été refusée. Sur la base d'un appel déposé par l'accusation (militaire), la peine initiale de Nael Barghouti de détention à vie a été réactivée le 22 février 2017, avec un bonus de 18 ans d'emprisonnement pour sa participation à un commando du Fatah qui avait tué un colon de la colonie illégale d'Halamish en Cisjordanie.

Deux poids, deux mesures

Dix-huit mois de prison pour le meurtre d'un Palestinien, dix-huit ans de prison pour la mort d'un colon, voilà de quoi est capable la « justice » israélienne. Le projet politique de l'État sioniste est clair : liquider physiquement toutes celles et tous ceux qui se mettront en travers de la construction du grand Israël si cher au cœur des sionistes. Ce génocide annoncé est soutenu par le silence des pays occidentaux : en France, pas un mot de l'État sur le crime perpétré par un de ses ressortissants ; les BHL, Dray et Meyer Habib, soutiens sans faille à l'État sioniste, continuent de vomir leurs litanies sur Israël agressé et sur la virginité de son armée. Le gouvernement français est complice par son silence assourdissant.

Seules la mobilisation et la solidarité internationales toujours plus large payeront : justice pour Abdel Fattah Al-Sharif et Nael Barghouti.

Par la mobilisation et la solidarité internationales, nous pourrons apporter le soutien dont le peuple palestinien et tous ceux qui combattent le sionisme en Israël ont besoin.

C'est l'affaire de tout le mouvement ouvrier et démocratique du monde entier.

**Francis Charpentier,
le 7 mars 2017**

Modifié le dimanche 12 mars 2017

Voir aussi dans la catégorie Palestine

Israël : chantre de l'apartheid.

La proposition de députés de la Nupes à l'Assemblée Nationale, de qualifier la politique de l'État sioniste comme une politique d'apartheid contre le peuple palestinien, crée de... >>



Israël : un gouvernement dans la tempête qui continue à assassiner les Palestiniens

La coalition anti-Netanyahou connaît des heures difficiles. Cette coalition hétéroclite va de la droite sioniste religieuse à la gauche laïque et "radicale" en passant par un parti arabe... >>



Israël : un sioniste en chasse un autre !

Le dimanche 13 juin 2021, Benyamin Nétanyahou a été contraint de quitter son poste de premier ministre par une coalition hétéroclite allant de la droite extrême à la pseudo gauche... >>



Halte à l'attaque israélienne. Vive la résistance palestinienne



Le conflit actuel a commencé en avril, avec l'offensive israélienne visant à expulser les Palestiniens de Sheik Jarrah, à Jérusalem-Est. Ici, nous abordons l'actualité, la résurgence des... >>



Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaît de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>



Palestine : l'apartheid sioniste en action

Israël officialise en juillet 2018 sa politique d'apartheid. La jeunesse, loin de se soumettre à cette politique, se mobilise malgré une répression sauvage. Alors que l'apartheid est en train de se transformer en... >>